

ÉGYPTE

L'armée mènera seule la transition

L'armée égyptienne déroule sa feuille de route : suspension de la Constitution, dissolution des deux chambres du Parlement, proposition d'une nouvelle constitution à adopter par référendum et des élections législatives et présidentielles au bout de la période de transition dans six mois.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a annoncé, hier, le Conseil suprême des forces armées qui dirige le pays depuis vendredi soir, dans un communiqué, le numéro 5, lu à la télévision d'Etat. L'armée précisera dans son communiqué la mise en place d'une commission à qui sera confiée la charge de préparer la nouvelle constitution qui sera soumise à référendum.

Le haut commandement militaire égyptien ne précise, toutefois, pas la composante de ladite commission.

Celle-ci sera-t-elle élargie à des membres issus des partis

d'opposition ? C'est la seule «fenêtre» qui reste en effet pour les partis politiques, à l'exception du Parti national démocratique qui, lui, peut au moins se consoler de compter des membres dans le gouvernement de Ahmed Shafik, chargé par les militaires de poursuivre la gestion des affaires courantes.

Ce qui est, par contre, certain, est le fait que l'armée n'a nullement tenu compte de la rencontre qui avait précédemment regroupé l'ex-vice-président Omar Souleymane avec les partis de l'opposition.

Dans aucun des communiqués rendus publics jusque-là, le Conseil suprême des forces armées n'a évoqué le mot «dialogue» ou «opposition». Ce qui confirme, au besoin, que l'armée ne compte associer aucune autre force politique à la transition qu'elle mène à sa guise.

Le maréchal Mohamed Hossein Tantaoui, le ministre de la Défense et président du Conseil suprême des forces armées, a été, lui, consacré seul représentant de l'armée et donc de l'Etat, «à l'intérieur comme à l'extérieur». Autrement dit, l'armée le désigne comme chef de



Photo : DR

Le maréchal Mohamed Tantaoui (au milieu), nouveau garant des institutions.

l'Etat. A l'évidence, l'on ne veut prendre aucun risque pour mener la transition en cours en Égypte et le consentement de Washington est manifeste.

Obama avait pressé, dès le départ de Moubarak, le nouveau pouvoir au Caire de respecter l'accord de paix avec Israël. Ce sera fait aussitôt puisque le Conseil suprême des forces armées s'engagera quelques heures plus tard, dans son communiqué numéro 4, à respecter «tous les accords régionaux et internationaux de l'Égypte».

Pour les Américains, l'urgence résidait de ce côté-là et ils

semblent bien avoir accordé leur feu vert aux militaires pour entamer la transition. Preuve en est leur «silence» après l'annonce faite, hier, de cet état d'exception qui ne dit pas son nom.

Le ministre de la Défense israélien, Ihud Barak, déclarait, d'ailleurs, hier à partir de Washington, où il était en visite, «qu'aucun risque ne pèse sur les relations entre Israël et l'Égypte et qu'aucun risque opérationnel quelconque ne nous attend au coin de la rue».

Au plan interne, l'Égypte de l'après-Moubarak commence à profiter de la nouvelle ère de

liberté. Même la police s'y est mise ! Comme en Tunisie auparavant, des policiers ont ainsi organisé une marche pour revendiquer leurs droits sociaux.

Des journalistes ont, quant à eux, organisé une grève pour réclamer le départ de tous les responsables de journaux gouvernementaux.

Un autre rassemblement, toujours des journalistes, avait eu lieu devant le siège de la télévision égyptienne pour réclamer, cette fois, des poursuites contre tous les anciens pontes du régime.

K. A.

CONFÉRENCE SUR LES CRIMES COLONIAUX

La recherche historique n'avance pas en Algérie

Beaucoup d'événements historiques sont peu connus, car peu ou jamais étudiés. Ecole, université, cinéma et politiciens ne s'y intéressent pas. Tel est le constat établi, hier, par les deux historiens Amar Belkhodja et Mohamed El Corso.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Certes, les officiels français ont accepté de présenter leurs excuses, mais je considère personnellement que cela n'absout pas les crimes coloniaux commis contre la population algérienne», a soutenu l'historien Amar Belkhodja, au cours d'une conférence sur les crimes coloniaux organisée au Centre de presse *El Moudjahid*.

«Entre 1831 et 1832, beaucoup de cimetières ont été détruits à Alger. Les ossements de nos ancêtres ont été expatriés à Marseille et traités industriellement pour servir dans la fabrication du sucre. C'est une forme de cannibalisme ! Je peux dire que la France est le précurseur des fours crématoires. Les généraux français rivalisaient

dans les atrocités pour être promus», ajoute l'intervenant, citant de nombreux exemples.

Les génocides perpétrés contre les tribus El Aoufia et Ouled Riahe. La première tribu a été enfumée et la seconde emmurée. «La tribu d'Ouled Riahe comptait environ 1000 membres qui sont morts après avoir agonisé collectivement durant 36 heures pendant que les soldats français bivouaquaient ! 40 seulement d'entre eux avaient survécu à cet incendie», ajoute l'historien qui précise que le pays a été pillé systématiquement depuis 1831.

«Quand les Français ont débarqué, les caisses du Trésor algérien étaient pleines, et cela a donné les plus belles années à la France». Docteur Amar

Belkhodja déplore, en outre, le fait que l'Algérie, «souveraine et indépendante», n'ait pas mis les moyens pour valoriser son histoire.

«Le cinéma algérien est le grand absent de toutes les tragédies que nous avons vécues ! Le rôle de l'école et de l'université est important aussi», indique-t-il, estimant, qu'aujourd'hui, il est nécessaire de former des historiens professionnels capables de remonter le passé pour dresser les portraits des généraux criminels de guerre que la France a érigé en héros.

«Faire cela pour la postérité. De plus, nous n'avons pas d'informations sur les massacres des tribus, de 1920 à ce jour. Les travaux sont insuffisants et les lieux de génocides sont souvent méconnus. La grotte Dahra à Mostaganem, où a eu lieu le crime contre la tribu d'Ouled Riahe, n'a pas été retrouvée». L'historien affirme encore qu'il s'est rendu sur place et ques-

tionné les habitants de la région, mais en vain. Docteur Mohamed El Corso estime, pour sa part, que la France est actuellement divisée en deux sur la question du colonialisme. La première partie «la plus importante», exige la reconnaissance des crimes du colonialisme. La seconde partie, «la plus forte», refuse le repentir. Une situation qui pourrait profiter à l'Algérie, laisse-t-il entendre, si nos politiques voulaient s'en servir.

Evoquant les essais nucléaires, Docteur Mohamed El Corso, souligne que la France a décidé de faire ses expériences nucléaires en Algérie pour des causes raciales. «Le pays lui appartenait. 150 prisonniers algériens avaient servi dans ces opérations. Ils ont été considérés comme des rats humains, sans plus ! Faire des essais sur un peuple parce qu'on ne le considérait pas comme tel !»

I. B.

Communiqué du Syndicat national des journalistes (SNJ)

La répression et les arrestations massives qui se sont abattues sur les manifestations pacifiques, à Alger et dans d'autres villes du pays, samedi 12 février 2011, n'ont pas, encore une fois, épargné les journalistes et reporters photographes chargés de la couverture de l'événement.

Plusieurs confrères ont ainsi été violemment pris à partie par des policiers particulièrement prompts à recourir à la matraque. Certains d'entre eux ont fait également partie des centaines d'arrêtés, conduits dans des commissariats où ils seront retenus des heures durant.

Le Syndicat national des journalistes condamne avec la plus grande des fermetés ces pratiques ignobles dont sont victimes à chaque fois les journalistes. Naturellement, le Syndicat dénonce également la répression qui a ciblé tous les autres manifestants du 12 février.

Le Syndicat, qui n'a de cesse de dénoncer ces atteintes répétées à l'intégrité physique des hommes et femmes des médias, interpelle une nouvelle fois le ministre de l'Intérieur pour qu'il soit mis fin à ces pratiques d'un autre âge.

De même qu'il réitère sa revendication incessante quant à la levée de la chape de plomb qui écrase la liberté d'expression et de la presse en Algérie. Depuis 1999 en général mais, surtout, s'agissant de la presse en particulier, depuis l'introduction des deux articles «liberticides» dans le code pénal en 2001.

P/ le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général Kamel Amarni